

Arrêté temporaire n°2026-0063
Portant réglementation du stationnement et de la circulation

Rue des Villas et Rue Eugène Delacroix

Le Maire de Wattrelos,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1 et R. 417-10

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU l'arrêté du 25 février 2021 portant délégation de fonction et de signature du Maire au Quatrième Adjoint chargé de la Sécurité, le Stationnement, la Route, les Cimetières et les Gens du Voyage

VU la demande en date du 24/01/2026 émise par **EIFFAGE** aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement et de la circulation

CONSIDÉRANT que des travaux de voirie rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 26/01/2026 au 20/03/2026 Rue des Villas et Rue Eugène Delacroix

ARRÊTE

Article 1

À compter du **26/01/2026** et **jusqu'au 06/02/2026**, les prescriptions suivantes s'appliquent Rue des Villas de la rue de l'union à la rue Eugène Delacroix :

- La circulation des véhicules s'effectue à **double-sens**
- Le stationnement des véhicules est interdit. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate

Article 2

À compter du **26/01/2026** et **jusqu'au 06/02/2026**, les prescriptions suivantes s'appliquent **Rue Eugène Delacroix au droit du n°21 à la rue des Villas** :

- **La circulation** des véhicules est **interdite**. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux.
- Une mise en **impasse** est instaurée .

Article 3

À compter du **09/02/2026** et **jusqu'au 20/03/2026**, les prescriptions suivantes s'appliquent **Rue des Villas du n°16 à la rue de l'Union** :

- **La circulation** des véhicules s'effectue à **double-sens**.
- **Le stationnement** des véhicules est **interdit**. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4

À compter du **09/02/2026** et **jusqu'au 20/03/2026**, les prescriptions suivantes s'appliquent **Rue des Villas du n°16 à la rue Eugène Delacroix** :

- **La circulation** des véhicules est **interdite**. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux.
- **Le stationnement des véhicules est interdit**. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux

alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate ;

Article 5

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, EIFFAGE.

Fait à Wattrelos, le 24 janvier 2026

Pour le Maire,

Monsieur l'Adjoint délégué

Henri GADAUT

///

DIFFUSION:

- EIFFAGE
- M. le Directeur Général des Services
- SAMU
- M. le Directeur d'ESTERRA
- M. le Chef du Service Régional des Transports de la D.R.E.A.L
- SDIS Prévision Tourcoing
- KEOLIS
- M. le Directeur de la Fédération Nationale des Transports Routiers
- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Nord
- Gendarmerie Wattrelos
- Police Nationale Roubaix

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.